

2023 - 075 NOMBRE DE MEMBRES

AFFÉRENT AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION
27	27	27

Séance du 4 Juillet 2023

Date de la convocation :  
27/06/2023Date d'affichage :  
28/06/2023

L'an deux mille vingt-trois, **le mardi 4 Juillet à 18h30** le Conseil Municipal de cette Commune convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi **au Centre Yves Montand de RIBÉCOURT, sous la présidence de Monsieur LÉTOFFÉ Jean-Guy, Maire.**

**Présents :** M. LÉTOFFÉ Jean-Guy, Mme BALITOUT Hélène, M. CALMELS Daniel, Mme KONATÉ-MARTIN Catherine à partir de 18h37, M. BELLOT Patrice, M. CARRASCO José, Mme BILLOIR Suzanne, M. BONNETON André, Mme FRÉTÉ Thérèse, Mme CARVALHO Michèle, M. GILLOT Jean-Pierre, Mme PIENS Antonella, M. COPPIN Franck, M. LANCIEN Yves, M. CARON Joël, M. CANTRAINE Hervé, Mme DOGIMONT Laurette, M. POTET Patrick, M. HARDY Gilles, Mme CHARLET Valérie, M. CATRY Bruno.

**Excusés :** Mme BLONDEAU Isabelle, M. LERICHE Bruno, Mme TIRROLLOY HAINEZ Carole, Mme GONIN Sabrina, Mme COULON Nadège, Mme GROSCAUX Marina.

**Pouvoirs :** Mme BLONDEAU Isabelle à M. CATRY Bruno, M. LERICHE Bruno à M. CALMELS Daniel, Mme TIRROLLOY HAINEZ Carole à M. BELLOT Patrice, Mme GONIN Sabrina à M. LANCIEN Yves, Mme COULON Nadège à Mme FRÉTÉ Thérèse, Mme GROSCAUX Marina à M. POTET Patrick.

**Secrétaire de séance :** M. GILLOT Jean-Pierre.

#### ADMINISTRATION GENERALE

\*\*\*\*\*

#### Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la passation des marchés d'assurances de la Mairie et du CCAS

**RAPPORTEUR : M. Jean-Guy LÉTOFFÉ**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique ;

**Considérant** que le groupement de commandes permet à plusieurs acheteurs de se regrouper pour passer en commun un contrat de la commande publique afin de répondre à leurs besoins ;

**Considérant** que la convention constitutive d'un groupement de commandes n'est pas considérée comme un marché public ni comme une décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et qu'il relève donc de la compétence du Conseil Municipal pour approuver ladite convention ;

**Considérant** qu'une telle convention doit être signée par les collectivités ou établissements publics intéressés ;

**Considérant** l'échéance des marchés assurances « Dommages aux Biens », « Responsabilité civile et risques annexes » au 31 décembre 2023 ;

**Considérant** l'augmentation de prime de 50% du marché « Véhicules à moteur » ;

**Considérant** la nécessité de renouveler ces marchés et la possibilité d'optimiser les coûts ;

**Vu** le projet de convention constitutive du groupement de commande pour la passation des marchés d'assurances de la Mairie et du CCAS ;

**Vu** l'avis du Bureau municipal en date du 23/06/2023 ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;**

**APPROUVE** la constitution d'un groupement de commande pour la passation d'un marché de prestations de services d'assurance désignant la Mairie coordonnateur du groupement ;

**DECIDE** d'adhérer au groupement de commande et **AUTORISE** en conséquence M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commande ainsi que tous avenants, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante ;

**DIT** que les crédits relatifs à ces marchés seront inscrits au Budget principal de l'année en cours ;

**CHARGE ET DELEGUE**, Monsieur le Maire, ou son remplaçant, et le Directeur Général des Services, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

**Jean-Pierre GILLOT**

Le Maire,

**Jean-Guy LÉTOFFÉ**



**CONVENTION CONSTITUTIVE  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
POUR LA PASSATION DES MARCHES D'ASSURANCES  
DE LA VILLE ET DU C.C.A.S. DE RIBÉCOURT-DRESLINCOURT**

## PREAMBULE

Les articles L2113-6 et suivants du Code de la commande publique offrent la possibilité aux acheteurs publics de recourir au dispositif du groupement de commandes afin de rationaliser leurs achats.

L'objectif poursuivi est de pouvoir réaliser des économies d'échelle et de gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des marchés publics.

La convention constitutive définissant les modalités de fonctionnement du groupement, doit être signée par chacun de ses membres et désigne le coordonnateur.

La constitution d'un groupement de commande permettra de renouveler le marché d'assurance :

- Dommages aux biens de la Ville
- Responsabilité civile de la Ville et du CCAS

Arrivant chacun à échéance au 31 décembre 2023, ainsi que l'assurance des véhicules à moteur de la ville.

## ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT

La présente convention constitutive vise à créer un groupement de commandes sur le fondement des dispositions des articles L2113-6 et suivants du Code de la commande publique et de définir les modalités de fonctionnement de ce dernier.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

A cette fin, il est constitué un groupement de commandes entre la **Mairie de Ribécourt-Dreslincourt** et le **Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Ribécourt-Dreslincourt** visant à répondre aux besoins propres des membres pour le renouvellement de leurs marchés assurance et à couvrir les besoins suivants :

- Renouvellement de l'assurance « dommages aux biens » **(uniquement pour la Mairie)**
- Renouvellement de l'assurance « responsabilité et risques annexes » (comprenant l'assurance « protection juridique »),
- Renouvellement de l'assurance « véhicules à moteur » **(uniquement pour la Mairie).**

Les membres du groupement s'engagent à signer avec le cocontractant retenu un marché à hauteur de leurs besoins propres.

## ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à l'exécution de l'ensemble des prestations. Elle entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des membres.

## ARTICLE 3 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Pour la réalisation de l'objet du groupement, la **Ville de RIBÉCOURT-DRESLINCOURT** est désignée comme le coordonnateur, représentée par son Maire en exercice, pour la préparation et la passation des marchés visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, au vu des besoins définis par chaque membre.

Le siège du coordonnateur est situé :

**Hôtel de Ville  
Place de la République  
BP 60129  
60771 RIBÉCOURT-DRESLINCOURT CEDEX**

#### **ARTICLE 4 : MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Dans le cadre de la présente convention, le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres.

Le coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les marchés qu'il passe ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de la bonne exécution des marchés et de la conclusion des éventuels avenants portant modification en cours d'exécution des marchés passés dans le cadre du groupement.

Plus précisément, le coordonnateur est chargé de gérer l'ensemble des opérations de passation du renouvellement des marchés assurance incluant notamment :

- Le recensement et la définition des besoins,
- Le choix du mode et de la procédure de passation,
- L'élaboration du dossier de consultation,
- publication des avis d'appel public à la concurrence et d'attribution,
- publication des pièces du marché,
- réception des offres,
- analyse des candidatures et des offres,
- réunion de la Commission d'Appel d'Offres ou de la Commission MAPA en fonction de la procédure,
- négociation avec les candidats,
- rapport de présentation s'il est requis,
- courriers de rejets et réponses aux demandes de motifs de rejet,
- décision, le cas échéant, de déclaration sans suite,
- la signature du marché et la notification au candidat retenu,
- le cas échéant, la transmission au contrôle de légalité,
- transmettre copie des pièces du marché aux membres du groupement
- la gestion des contentieux liés à la passation des marchés.

La convention reste applicable en cas de relance de la procédure faisant suite à une déclaration sans suite ou un appel d'offre infructueux.

Il est précisé que chaque membre est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du non-respect de ses obligations.

#### **ARTICLE 5 : MISSION DES MEMBRES**

Le C.C.A.S. de RIBÉCOURT-DRESLINCOURT est chargé :

- de procéder à une évaluation de ses besoins en vue de la passation des marchés ;
- de participer à l'élaboration des cahiers des charges ;
- de participer aux réunions de la CAO ou MAPA ;
- informer le coordonnateur de toute litige né à l'occasion de la passation de ses marchés ;

#### **ARTICLE 6 : ORGANE DE DECISION**

Si la procédure l'exige, l'organe de décision devant intervenir dans le choix du ou des titulaires du contrat sera la Commission d'appel d'offres du coordonnateur. La présidence de la CAO est assurée par le représentant du coordonnateur.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

Les missions dévolues au coordonnateur ne font pas l'objet d'une rémunération.  
Aucune participation financière ne sera demandée aux membres du groupement ; le coordonnateur prendra à sa charge l'ensemble des frais occasionnés pour la passation des marchés du groupement, notamment les frais de publicité et d'envoi des dossiers et toutes autres dépenses occasionnées pour la gestion de la procédure de mise en concurrence.

## **ARTICLE 8 : ADHESION ET RETRAIT DES MEMBRES**

L'adhésion à la convention doit faire l'objet d'une approbation par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement concerné, sauf délégation expresse donnée à son représentant.

L'adhésion au groupement est formalisée par la signature de la présente et copie de la délibération ou décision notifiées au coordonnateur.

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

Chaque membre est libre de se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante ou par une décision de l'instance autorisée du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur.

## **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra être approuvé dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les décisions des membres sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres du groupement a approuvé les modifications.

## **ARTICLE 10 : LITIGES**

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement dans le cadre des différends nés au titre des missions qui lui incombent en application de la présente convention. Il informe et consulte les membres du groupement sur sa démarche et son évolution.

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à RIBÉCOURT-DRESLINCOURT, le.....*5/07/2023*

En deux exemplaires\*

**Ville de RIBÉCOURT-DRESLINCOURT**

Pour le Maire, l'Adjoint

Hélène BALITOUT



**C.C.A.S. de RIBÉCOURT-DRESLINCOURT**

Le Président

Jean-Guy LETOFFE



\* Un exemplaire de la convention est à notifier au coordonnateur par le C.C.A.S.

**PAGE ANNULEE**

## 2023 - 077 NOMBRE DE MEMBRES

AFFÉRENT AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION
27	27	27

Séance du 4 Juillet 2023

Date de la convocation :  
27/06/2023  
Date d'affichage :  
28/06/2023

L'an deux mille vingt-trois, **le mardi 4 Juillet à 18h30** le Conseil Municipal de cette Commune convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi **au Centre Yves Montand de RIBÉCOURT**, sous la **présidence de Monsieur LÉTOFFÉ Jean-Guy, Maire.**

**Présents** : M. **LÉTOFFÉ** Jean-Guy, Mme **BALITOUT** Hélène, M. **CALMELS** Daniel, Mme **KONATÉ-MARTIN** Catherine à partir de 18h37, M. **BELLOT** Patrice, M. **CARRASCO** José, Mme **BILLOIR** Suzanne, M. **BONNETON** André, Mme **FRÉTÉ** Thérèse, Mme **CARVALHO** Michèle, M. **GILLOT** Jean-Pierre, Mme **PIENS** Antonella, M. **COPPIN** Franck, M. **LANCIEN** Yves, M. **CARON** Joël, M. **CANTRAINE** Hervé, Mme **DOGIMONT** Laurette, M. **POTET** Patrick, M. **HARDY** Gilles, Mme **CHARLET** Valérie, M. **CATRY** Bruno.

**Excusés** : Mme **BLONDEAU** Isabelle, M. **LERICHE** Bruno, Mme **TIRROLLOY HAINEZ** Carole, Mme **GONIN** Sabrina, Mme **COULON** Nadège, Mme **GROSCAUX** Marina.

**Pouvoirs** : Mme **BLONDEAU** Isabelle à M. **CATRY** Bruno, M. **LERICHE** Bruno à M. **CALMELS** Daniel, Mme **TIRROLLOY HAINEZ** Carole à M. **BELLOT** Patrice, Mme **GONIN** Sabrina à M. **LANCIEN** Yves, Mme **COULON** Nadège à Mme **FRÉTÉ** Thérèse, Mme **GROSCAUX** Marina à M. **POTET** Patrick.

**Secrétaire de séance** : M. **GILLOT** Jean-Pierre.

## PERSONNEL

\*\*\*\*\*

## CONTRAT D'APPRENTISSAGE – ESPACES VERTS

## RAPPORTEUR : Mme Hélène BALITOUT

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et le code général de la fonction publique ;  
**Vu** le code du travail, et en particulier les articles L. 6211-1 et suivants, les articles D. 6211-1 et suivants ;

**Vu** la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

**Vu** la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

**Vu** le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;

**Considérant** que le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé par lequel l'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage (article L. 6221-1 du code du travail) ; l'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation ;

**Considérant** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

**Considérant** que la rémunération est versée à l'apprenti en tenant compte de son âge et de sa progression dans le ou les cycles de formation qu'il poursuit ;

**Considérant** que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

**Considérant** qu'il revient à l'assemblée délibérante de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

**Considérant** l'article D. 6222-26 du Code du Travail concernant l'apprentissage, une majoration de 20 points sera appliquée à la rémunération.

**Vu** l'avis donné par le Comité Social Territorial lors de sa réunion du 21 juin 2023 ;

**Vu** la commission finances / ressources humaines du 23 juin 2023 ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** ;

**DECIDE** de recourir au contrat d'apprentissage, et **AUTORISE** en conséquence, l'autorité territoriale à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement d'un apprenti à compter de septembre 2023, conformément au tableau suivant :

Service d'accueil de l'apprenti	Fonctions de l'apprenti	Diplôme ou titre préparé par l'apprenti	Durée de la formation
Espaces Verts	Jardinier	Bac Pro aménagement paysager	1 an

**DIT** que le temps de travail sera de 35 heures par semaine et la rémunération est la suivante :

Année d'exécution du contrat	- de 18 ans	De 18 à 20 ans	21 à 25 ans	+ de 26 ans
1ère année	27% du SMIC	43% du SMIC	53 % du SMIC	100 % du SMIC
2ème année	39% du SMIC	51% du SMIC	61 % du SMIC	100 % du SMIC
3ème année	55% du SMIC	67% du SMIC	78 % du SMIC	100 % du SMIC

**PRECISE** qu'une majoration de 20 points sera appliquée à la rémunération de l'apprenti, conformément à l'article D. 6222-26 du Code du travail.

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le Centre de Formation de l'Apprenti.

**CHARGE ET DELEGUE**, Monsieur le Maire, ou son remplaçant, et le Directeur Général des Services, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

**Jean-Pierre GILLOT**



Le Maire,

**Jean-Guy LÉTOFFÉ**



## 2023 - 078 NOMBRE DE MEMBRES

AFFÉRENT AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION
27	27	27

Séance du 4 Juillet 2023

Date de la convocation :  
27/06/2023  
Date d'affichage :  
28/06/2023

L'an deux mille vingt-trois, **le mardi 4 Juillet à 18h30** le Conseil Municipal de cette Commune convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi **au Centre Yves Montand de RIBÉCOURT, sous la présidence de Monsieur LÉTOFFÉ Jean-Guy, Maire.**

**Présents** : M. LÉTOFFÉ Jean-Guy, Mme BALITOUT Hélène, M. CALMELS Daniel, Mme KONATÉ-MARTIN Catherine à partir de 18h37, M. BELLOT Patrice, M. CARRASCO José, Mme BILLOIR Suzanne, M. BONNETON André, Mme FRÉTÉ Thérèse, Mme CARVALHO Michèle, M. GILLOT Jean-Pierre, Mme PIENS Antonella, M. COPPIN Franck, M. LANCIEN Yves, M. CARON Joël, M. CANTRAINE Hervé, Mme DOGIMONT Laurette, M. POTET Patrick, M. HARDY Gilles, Mme CHARLET Valérie, M. CATRY Bruno.

**Excusés** : Mme BLONDEAU Isabelle, M. LERICHE Bruno, Mme TIRROLLOY HAINEZ Carole, Mme GONIN Sabrina, Mme COULON Nadège, Mme GROSCAUX Marina.

**Pouvoirs** : Mme BLONDEAU Isabelle à M. CATRY Bruno, M. LERICHE Bruno à M. CALMELS Daniel, Mme TIRROLLOY HAINEZ Carole à M. BELLOT Patrice, Mme GONIN Sabrina à M. LANCIEN Yves, Mme COULON Nadège à Mme FRÉTÉ Thérèse, Mme GROSCAUX Marina à M. POTET Patrick.

**Secrétaire de séance** : M. GILLOT Jean-Pierre.

## FINANCES

\*\*\*\*\*

## Décision modificative n°01 – Budget communal

**RAPPORTEUR** : Mme Hélène BALITOUT

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**Vu** le Budget Primitif adopté par délibération n°2023-041 en date du 04 avril 2023 ;  
**Considérant** la nécessité de réajuster le budget primitif 2023 ;

**Vu** l'avis de la commission Finances et du Bureau municipal en date du 23 juin 2023 ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** ;

**APPROUVE** ainsi qu'il suit la décision modificative n°01 du budget primitif 2023 :

## INVESTISSEMENT

Article	Désignation	Dépenses		Recettes	
		Baisse des crédits	Hausse des crédits	Baisse des crédits	Hausse des crédits
28152	Amortissements installations voirie		200,00 €		
2815738	Amortissements matériel et outillage voirie		821,00 €		
28158	Amortissements matériel et outillage technique		334,00 €		
281828	Amortissement matériel de transport		8 307,00 €		
28188	Amortissements autres		1 920,00 €		
021	Virement de la section de fonctionnement	11 582,00 €			
		11 582,00 €	11 582,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>			<b>0,00 €</b>		<b>0,00 €</b>
FONCTIONNEMENT					
Article	Désignation	Dépenses		Recettes	
		Baisse des crédits	Hausse des crédits	Baisse des crédits	Hausse des crédits
68111	Dotations aux amortissements				11 582,00 €
023	Virement à la section d'investissement			11 582,00 €	
		0,00 €	0,00 €	11 582,00 €	11 582,00 €
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	
<b>TOTAL DM01</b>		<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	

**CHARGE ET DELEGUE** M. le Maire, ou son remplaçant, le Directeur Général des Services et M. le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

**Jean-Pierre GILLOT**



Le Maire,

**Jean-Guy LÉTOFFÉ**

2023 - 079 NOMBRE DE MEMBRES

AFFÉRENT AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION
27	27	27

Séance du 4 Juillet 2023

Date de la convocation :  
27/06/2023Date d'affichage :  
28/06/2023L'an deux mille vingt-trois, **le mardi 4 Juillet à 18h30** le Conseil Municipal de cette Commune convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi **au Centre Yves Montand de RIBÉCOURT, sous la présidence de Monsieur LÉTOFFÉ Jean-Guy, Maire.**

**Présents** : M. **LÉTOFFÉ** Jean-Guy, Mme **BALITOUT** Hélène, M. **CALMELS** Daniel, Mme **KONATÉ-MARTIN** Catherine à partir de 18h37, M. **BELLOT** Patrice, M. **CARRASCO** José, Mme **BILLOIR** Suzanne, M. **BONNETON** André, Mme **FRÉTÉ** Thérèse, Mme **CARVALHO** Michèle, M. **GILLOT** Jean-Pierre, Mme **PIENS** Antonella, M. **COPPIN** Franck, M. **LANCIEN** Yves, M. **CARON** Joël, M. **CANTRAINE** Hervé, Mme **DOGIMONT** Laurette, M. **POTET** Patrick, M. **HARDY** Gilles, Mme **CHARLET** Valérie, M. **CATRY** Bruno.

**Excusés** : Mme **BLONDEAU** Isabelle, M. **LERICHE** Bruno, Mme **TIRROLLOY HAINEZ** Carole, Mme **GONIN** Sabrina, Mme **COULON** Nadège, Mme **GROSCAUX** Marina.

**Pouvoirs** : Mme **BLONDEAU** Isabelle à M. **CATRY** Bruno, M. **LERICHE** Bruno à M. **CALMELS** Daniel, Mme **TIRROLLOY HAINEZ** Carole à M. **BELLOT** Patrice, Mme **GONIN** Sabrina à M. **LANCIEN** Yves, Mme **COULON** Nadège à Mme **FRÉTÉ** Thérèse, Mme **GROSCAUX** Marina à M. **POTET** Patrick.

**Secrétaire de séance** : M. **GILLOT** Jean-Pierre.

### TRAVAUX

\*\*\*\*\*

**Avenant à la convention d'installation de supports de vidéoprotection sur les supports aériens du réseau public de distribution d'électricité concédé à la SICAE**

**RAPPORTEUR : M. Patrice BELLOT**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-1 et L2212-2 ;  
**Vu** le Code de la sécurité intérieure, notamment les article L251-2 et suivants et R251-7 et suivants ;

**Vu** l'Instruction du Gouvernement du 4 mars 2022 relative à la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés portant sur l'acquisition, l'installation et l'entretien de dispositifs de vidéoprotection par les collectivités territoriale et leurs groupements, ainsi que sur l'habilitation du personnel territorial procédant au visionnage ;

**Vu** l'autorisation préfectorale délivrée en date du 07 avril 2022 ;

**Vu** la concession de service public de distribution d'énergie électrique en date du 12 mars 1999 ;

**Considérant** les différents points d'installation des équipements de vidéoprotection et la nécessité de conventionner avec la SICAE pour l'utilisation des supports basse tension du réseau public de distribution ;

**Considérant** que l'occupation des supports est consentie à titre gracieux, précaire et révocable ;

**Vu** le projet d'avenant à la convention annexé avec la SICAE ;

**Vu** l'avis du Bureau Municipal en date du 23/06/2023 ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** ;

**APPROUVE** l'avenant à la convention relative à l'utilisation des supports basse tension du réseau public de distribution pour la mise en place de nouveaux équipements de vidéoprotection avec la SICAE annexé à la présente délibération et dont il fait partie intégrante ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à le signer ;

**CHARGE ET DELEGUE**, Monsieur le Maire, ou son représentant, le Directeur Général des Services et le Chef de service de la Police Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

**Jean-Pierre GILLOT**



Le Maire,

**Jean-Guy LÉTOFFÉ**

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**      **EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**DÉPARTEMENT DE L'OISE**      **DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE RIBÉCOURT-DRESLINCOURT**

**2023 - 083**      NOMBRE DE MEMBRES

AFFÉRENT AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION
<b>27</b>	<b>27</b>	<b>27</b>

**Séance du 4 Juillet 2023**

Date de la convocation :  
27/06/2023  
Date d'affichage :  
28/06/2023

L'an deux mille vingt-trois, **le mardi 4 Juillet à 18h30** le Conseil Municipal de cette Commune convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi **au Centre Yves Montand de RIBÉCOURT, sous la présidence de Monsieur LÉTOFFÉ Jean-Guy, Maire.**

**Présents :** M. **LÉTOFFÉ** Jean-Guy, Mme **BALITOUT** Hélène, M. **CALMELS** Daniel, Mme **KONATÉ-MARTIN** Catherine à partir de 18h37, M. **BELLOT** Patrice, M. **CARRASCO** José, Mme **BILLOIR** Suzanne, M. **BONNETON** André, Mme **FRÉTÉ** Thérèse, Mme **CARVALHO** Michèle, M. **GILLOT** Jean-Pierre, Mme **PIENS** Antonella, M. **COPPIN** Franck, M. **LANCIEN** Yves, M. **CARON** Joël, M. **CANTRAINE** Hervé, Mme **DOGIMONT** Laurette, M. **POTET** Patrick, M. **HARDY** Gilles, Mme **CHARLET** Valérie, M. **CATRY** Bruno.

**Excusés :** Mme **BLONDEAU** Isabelle, M. **LERICHE** Bruno, Mme **TIRROLLOY HAINEZ** Carole, Mme **GONIN** Sabrina, Mme **COULON** Nadège, Mme **GROSCAUX** Marina.

**Pouvoirs :** Mme **BLONDEAU** Isabelle à M. **CATRY** Bruno, M. **LERICHE** Bruno à M. **CALMELS** Daniel, Mme **TIRROLLOY HAINEZ** Carole à M. **BELLOT** Patrice, Mme **GONIN** Sabrina à M. **LANCIEN** Yves, Mme **COULON** Nadège à Mme **FRÉTÉ** Thérèse, Mme **GROSCAUX** Marina à M. **POTET** Patrick.

**Secrétaire de séance :** M. **GILLOT** Jean-Pierre.

**URBANISME**

\*\*\*\*\*

**Acquisition et incorporation de plein droit d'un bien sans maître  
Parcelle AO n°40**

**RAPPORTEUR : M. André BONNETON**

**Vu** l'article L1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**Vu** l'article 713 du Code civil ;

**Considérant** que les biens immobiliers qui n'ont pas de maître appartiennent à la Commune sur le territoire de laquelle ils sont situés ;

**Considérant** que ces biens sont acquis par la Commune de plein droit, lorsqu'ils font partie d'une succession ouverte depuis plus de 30 ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté ;

**Considérant** que le bien situé 848 A rue de Bailly et cadastré sous le n° AO 40, d'une superficie de 297 m<sup>2</sup> fait partie d'une succession ouverte depuis plus de 30 ans pour laquelle aucun successible ne s'est présenté ;

**Vu** l'avis du Bureau Municipal en date du 23/06/2023 ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;**

**DECIDE** d'incorporer dans le domaine privé communal le bien situé 848 A rue de Bailly cadastré sous le numéro AO 040, d'une superficie de 297 m<sup>2</sup> selon plan de situation annexé à la présente délibération ;

**CHARGE** Monsieur le Maire, ou son remplaçant, de procéder aux formalités correspondantes, et le Directeur Général des Services, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,

**Jean-Pierre GILLOT**

Le Maire,

**Jean-Guy LÉTOFFÉ**



Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 060-216005314-20230704-D2023083-DE



**PAGE ANNULEE**

Département :  
OISE

Commune :  
RIBECOURT DRESLINCOURT

Section : AO  
Feuille : 000 AO 01

Échelle d'origine : 1/1000  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 22/06/2023  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49  
©2022 Direction Générale des Finances  
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023  
Publié le

ID : 060-216005314-20230704-D2023083-DE

60321  
60321 COMPIEGNE CEDEX  
tél. 03.44.92.58.90 -fax  
ptgc.oise.compiegne@dgfip.finances.gouv  
v.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

